

MARCELLO CAETANO  
PRÉSIDENT DU CONSEIL

MAINTENANT,  
NOUS DEVONS  
VOTER

ALLOCUTION PRONONCÉE  
AUX MICROPHONES DE LA  
RADIOTÉLÉVISION PORTU-  
GAISE, LE 24 OCTOBRE 1969

N. I. 571





795-Rp



34941-1103M

MARCELLO CAETANO  
PRÉSIDENT DU CONSEIL

# MAINTENANT, NOUS DEVONS VOTER

ALLOCUTION PRONONCÉE  
AUX MICROPHONES DE LA  
RADIOTÉLÉVISION PORTU-  
GAISE, LE 24 OCTOBRE 1969

SECRETARIA DE ESTADO DA INFORMAÇÃO E TURISMO

1969





C'est aujourd'hui que termine la campagne électorale. Si nous la comparons avec d'autres campagnes précédentes (notamment la dernière qui a eu pour objet l'élection présidentielle dans notre pays), nous devons reconnaître qu'elle s'est déroulée dans l'ordre. Il arrive toujours quelques incidents. Récemment encore, les journaux nous informaient, à la fin d'une campagne qui s'est déroulée dans un pays démocratique du centre de l'Europe, et caractérisée par de nombreuses rencontres entre les adeptes des différents partis, que le solde se chiffrait par plusieurs dizaines de blessés. Comparé à cela, nous devons reconnaître que nous avons donné un exemple de modération et de respect mutuel.

Les candidats de l'opposition, réunis il y a quelques jours dans une ville de province, ont décidé «d'aller aux urnes» et ont annoncé qu'ils le faisaient «en dépit des intimidations». C'est ici que commence le manque de respect à l'égard d'autrui. Le Gouvernement n'a intimidé personne. Il a établi des normes à suivre et s'est efforcé de les faire observer. Le fait que l'on a pu éviter de plus

grandes perturbations dans la vie du pays prouve que les normes fixées ont été salutaires. Mais il est faux qu'il y ait eu des menaces ou des pressions sur les membres des groupes d'opposition de la part des autorités ou de toute autre entité responsable.

Ce que beaucoup de personnes ont reproché au Gouvernement, c'est la liberté avec laquelle, dans des écrits et dans des discours, ont été proclamées des doctrines subversives, avec laquelle on a fait l'apologie de la grève et de l'action directe, avec laquelle on a attaqué la position du Portugal dans les territoires d'outre-mer, avec laquelle on a insulté des hommes de bien.

Il se peut que les candidats de l'opposition aient reçu des menaces ou des intimidations sous le couvert de l'irresponsabilité et de l'anonymat. Mais nous en avons tous reçu, nous aussi, membres du Gouvernement et candidats de l'Union Nationale et nous leur avons voué le mépris qu'elles méritent.

Les candidats de l'opposition auraient donc pu se dispenser d'appeler des étrangers pour venir vérifier comment se déroulait la campagne électorale et comment étaient faites les élections au Portugal. Je déplore profondément que des Portugais en soient venus là; en soient venus au point de convoquer des membres des directions de l'Internationale Socialiste et de divers partis socialistes étrangers pour observer et contrôler des actes politiques qui ne regardent que le peuple portugais.

Ces Messieurs sont entrés au Portugal comme touristes. Comme touristes, ils pouvaient se promener, se déplacer,



voir tout ce qu'ils voulaient, avec la même liberté et la même franchise que nous offrons à tous les touristes qui visitent notre pays. Mais il est évident que, comme tous les autres étrangers, ils étaient assujettis au devoir, internationalement reconnu et respecté, de ne pas intervenir dans la politique intérieure du pays.

D'ailleurs nous savions que nous ne pourrions compter sur leur objectivité, ni sur leur impartialité à propos du Portugal, de son régime, de ses institutions. Ils diraient nécessairement du mal de nous et l'un d'eux a commencé à nous critiquer dans un journal de son pays, immédiatement après son arrivée ici ! Mais nous devons exiger d'eux, sur le territoire portugais, la même correction que le gouvernement de n'importe quel pays exigerait, dans des cas identiques, sur son territoire, de la part de citoyens portugais.

On parle quelquefois de revenir au régime des partis : serons-nous disposés à tolérer l'intervention dans la vie politique portugaise de partis affiliés à des internationales, dépendant et observant les ordres d'internationales, qu'elles se présentent sous la couleur jaune du socialisme, ou sous la couleur rouge sang du communisme ?

C'est avec une grande surprise et une profonde tristesse que j'ai appris, moi qui pensais qu'entre les Portugais il pouvait y avoir des divergences d'opinions, mais qu'il n'y avait personne qui pourrait, consciemment et délibérément, abdiquer de la dignité nationale, c'est avec une indicible tristesse que j'ai appris maintenant que, dans une réunion, une personnalité dotée de responsabilités particulières a

salué spécialement un socialiste suédois présent à cette réunion et s'est félicitée avec lui de l'aide que le gouvernement et le parti socialiste de Suède apportent aux mouvements antiportugais en Afrique!

Cela, je ne m'y attendais pas. Cela, je ne croyais pas que ce fût possible entre Portugais, dans une réunion de Portugais, en terre portugaise!

Il n'est pas douteux que ces gens-là ont mis leur qualité de citoyens de l'Internationale au-dessus de celle de citoyens portugais, qu'ils devraient estimer par-dessus tout. Mais alors, seront-ils dignes de représenter des Portugais?

Maintenant, nous devons voter. Quelque temps avant le début de la campagne électorale, j'ai dit qu'il fallait manifester clairement, lors des prochaines élections, que le peuple portugais n'était pas pour l'abandon des provinces d'outre-mer.

Cette phrase a été très critiquée dans certains milieux, qui l'ont interprétée comme s'il s'agissait de soumettre notre politique d'outre-mer à un plébiscite.

La Patrie ne se discute pas. C'est là une proposition que personne ne peut mettre en doute. Mais s'il est indiscutable que tout ce qui concerne l'unité et l'intégrité de la Patrie ne doit pas être discuté par ses enfants, ceci ne veut pas dire que tous remplissent ce devoir. Ce qui doit être est une chose, ce qui est en est une autre. On a pu voir, au cours de cette campagne électorale, qu'il y avait des Portugais pour discuter la politique d'outre-mer, en invoquant d'ailleurs, presque mot pour mot, nombre des raisons, des arguments et des solutions avancés à l'étranger par les

adversaires du Portugal. Nous n'aurions aucun intérêt à l'ignorer. Et il ne serait pas intelligent de faire semblant de l'ignorer. Nous devons leur répondre ici, à l'intérieur, comme nous le faisons dans les assemblées internationales. Et nous devons montrer au monde que le Gouvernement, en suivant une politique déterminée, a l'appui du corps électoral.

Sur ce point, personne ne peut avoir de doutes: l'autorité du Gouvernement pour poursuivre sa politique d'outre-mer, sur le plan intérieur et international, sera renforcée, ou sera affaiblie, suivant le comportement du corps électoral.

Que les adversaires de cette politique votent contre, nous nous y attendions. Que ceux qui l'approuvent ne votent pas pour le Gouvernement, cela, nous ne le comprenons pas. L'abstention serait pire que tout. L'abstention de certains bien-pensants, de ceux qui ont leur solution bien à eux, la bonne solution, de ceux qui sont d'accord avec nous, mais «sous certaines réserves», de ceux qui profitent de l'occasion pour laisser libre cours à leurs ressentiments personnels ou à leurs irritations traditionnelles, de ceux qui, parce qu'ils se jugent très intelligents ou très patriotes, refusent à ceux qui gouvernent intelligence et patriotisme, l'abstention des Pilate, qui n'ont pas le courage d'affronter le dur dilemme qui est posé à la Nation, que nous le voulions ou non, et qui préfèrent se laver les mains, en laissant les autres *se débrouiller*. Et le dilemme, je le répète, est celui-ci: ou bien nous continuons à défendre nos provinces d'outre-mer, ou bien nous les abandonnons à nos ennemis.

On parle beaucoup de participation, d'intervention des individus dans la vie collective. Eh bien ! Ces élections nous donnent une occasion de participer, c'est-à-dire de prendre nos responsabilités dans la conduite du pays.

Nous devons nous convaincre que nous ne pouvons pas continuer à vivre indifférents au drame de la politique contemporaine. La société où nous vivons est menacée par le communisme totalitaire et par l'anarchie. Ne nous laissons pas séduire par les mirages d'une société idéale, où personne n'aurait rien à critiquer et où tous vivraient heureux et satisfaits. Le mur de Berlin se dresse là-bas, pour nous montrer à quoi conduisent ces promesses de bonheur !

Les doctrines professées par ces mouvements, déguisées sous l'étiquette de la démocratie, se répandent parmi nous, pénètrent jour après jour dans les milieux de la jeunesse, gagnent insidieusement du terrain.

Pour beaucoup de gens, ce que le Gouvernement doit faire, c'est intensifier l'action de la police, renforcer l'intervention de la censure, réprimer à tout prix toutes les activités contraires à l'ordre social.

Il est certain que le Gouvernement ne manquera pas de remplir son devoir dans cette lutte. Mais je demande : est-il opportun de laisser vivre le commun des citoyens dans l'ignorance de ce qui se passe ?

La question n'est-elle pas de l'intérêt de tous ? Le Gouvernement peut-il, seul, répandre la doctrine, lutter, combattre, tandis que les citoyens intéressés se livrent à leur vie quotidienne et à leur digestion, sans se priver de temps

en temps de faire choeur avec la propagande de l'adversaire, et même de l'encourager?

Y a-t-il avantage à priver les Portugais des réactions normales d'une conscience politique éclairée devant les attaques injustes et non fondées, bien que drapées dans les oripeaux d'habiles formules verbales?

Est-il opportun de cultiver la facilité, d'encourager la paresse mentale et de laisser se prolonger l'absence de préparation à la lutte, lutte qui, si elle n'est pas menée en temps voulu dans le domaine de l'intelligence et sur le plan de l'action quotidienne, pourra se transformer en guerre civile?

Réformes ou révolution, telle est l'autre option que je vous ai présentée, la dernière fois que j'ai parlé aux téléspectateurs.

Je maintiens également ce dilemme. La révolution peut venir à pas feutrés. Elle peut se déguiser sous le voile d'une innocence pacifique. Elle peut s'insinuer comme un sympathique processus démocratique. Que les électeurs ne s'y trompent pas! Par leur vote, ils décideront de la paix, ou bien ils précipiteront la guerre civile à plus ou moins longue échéance.

Et, ici aussi, l'abstention ne sert à rien, elle ne résout rien, elle ne vaut rien. Ici aussi, ce n'est pas l'absence qui décharge des responsabilités et qui pourra soulager, demain, la conscience des électeurs du poids du repentir, et même du remords.

Votre présence dimanche prochain ne vous coûte pas grand-chose. Un vote, c'est un effort insignifiant. Mais le sens dans lequel chacun votera peut avoir de vastes et pro-

fondes répercussions dans la vie nationale. Il faut que tous se pénètrent de cette vérité. Il faut que tous comprennent la gravité de leur décision. L'autorité intérieure du Gouvernement pour procéder aux réformes nécessaires, dans l'ordre et dans la sécurité, en évitant l'aventure, dont nous ne savons pas où elle conduit, dépend de ce vote. L'autorité internationale du Gouvernement, pour défendre dans les meilleures conditions les intérêts suprêmes de la patrie, dépend de ce vote.

J'ai parlé, il y a un instant, de responsabilités. Il y a un an, j'ai assumé les miennes. Je ne songe pas à m'y soustraire. Maintenant, que les électeurs assument les leurs! J'ai la certitude qu'ils sauront choisir la cause de la Patrie, la cause de l'Ordre, la cause du Portugal d'outre-mer, la cause d'un avenir conquis par le travail, dans la paix et dans la solidarité entre tous les Portugais!



2786

NB



WFG0000513159w



S